

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/08/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### NEOVALY

2870 Avenue de l'Europe  
69140 Rillieux-La-Pape

Références : UDR-SSDAS-25-228-AJ  
Code AIOT : 0006104050

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement NEOVALY implanté 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOVALY
- 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape
- Code AIOT : 0006104050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Mise en service en juillet 1989, sur la commune de RILLIEUX-LA-PAPE, l'usine d'incinération appartient au Grand Lyon, et est exploitée par la société NEOVALY, filiale du groupe SUEZ. Ce

marché d'exploitation a intégré une partie importante de travaux de rénovation, conduits principalement en 2020 et 2021. L'usine dispose de deux fours de capacité unitaire de 12 t/h. La fosse, d'une capacité de 6000 m<sup>3</sup>, a été dimensionnée initialement dans la perspective de la création d'un troisième four (projet abandonné). L'épuration des fumées se fait essentiellement par voie humide et par catalyse des NOx. La chaleur produite par les fours est récupérée puis valorisée par l'intermédiaire d'un réseau de chauffage urbain qui alimente environ 12 000 équivalent-logements et divers équipements publics. L'usine dispose également d'un turboalternateur produisant de l'électricité pour les besoins internes de l'usine, le surplus d'électricité produite rejoignant le réseau ENEDIS. La Métropole de Lyon prévoit un nouvel appel d'offre au 1er semestre 2026 pour l'exploitation de l'usine à partir de janvier 2027.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 7
- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
2	Programme de contrôle des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III et 19-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
3	Déclaration et contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
4	Respect des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Visite terrain (marquage)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant des équipements sous pression, l'installation présente des manquements au regard de la réglementation relative au suivi en service, notamment:

- l'absence de liste des tuyauteries gaz et d'eau surchauffée;
- l'absence de programme de contrôle des tuyauteries;
- le non respect des délais réglementaires de certaines inspections périodiques.

Des actions correctives sont demandées à l'exploitant entre fin septembre et fin décembre 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des ESP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de la liste des ESP
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis la liste des Équipements Sous Pression en amont de l'inspection. L'inspection constate un certain nombre de manquements réglementaires présentés ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>• le régime de surveillance (avec Plan d'Inspection (PI), sans Plan d'Inspection, ou avec Programme de Contrôle (PC)) ;</li><li>• les tuyauteries d'alimentation en gaz des brûleurs des générateurs de vapeur ainsi que les tuyauteries d'eau surchauffée en aval des générateurs ;</li><li>• référence du groupe froid s'il est suivi par un PI : CTP systèmes frigorifiques ou autre CTP ;</li><li>• les informations sur les inspections et requalifications périodiques sont mal renseignées, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique doivent être indiquées séparément.</li></ul> Par ailleurs, l'inspection constate au moins une erreur concernant la PS des ESP. En effet, la pression pour la cuve air comprimé départ compresseur (TAG 502801) indique la pression d'épreuve de 15,8bar au lieu de 11bar.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant transmettra avant le 31/12/2025 la liste des équipements soumis au suivi en service de l'installation en corrigeant les manquements constatés.</b> Par ailleurs, l'exploitant pourra compléter cette liste avec le nom du fabricant de l'équipement, la désignation du fluide et son groupe (Gr1 ou Gr2), le diamètre nominal des tuyauteries ainsi que l'année de fabrication, la pression maximale admissible (PS) et le volume des 2 chaudières. Les équipements démantelés pourront être déplacés dans un autre document/onglet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

### N° 2 : Programme de contrôle des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III et 19-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Programme de contrôle des tuyauteries
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Article 15-III</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p> <p>Article 19-II</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas des tuyauteries, l'inspection peut être limitée à un examen visuel de zones particulières identifiées dans le programme de contrôle défini au III de l'article 15 du présent arrêté, sous réserve que ce dernier, éventuellement complété par d'autres vérifications, ait été approuvé par l'organisme habilité cité à l'article 34 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'était pas en mesure de présenter le programme de contrôle des tuyauteries :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lignes d'eau surchauffée en aval des générateurs de vapeur soumises à CMS, DMS, IP et RP ;</li> <li>• lignes d'alimentation en gaz des brûleurs des générateurs de vapeur, soumises à inspection périodique selon une fréquence définie par l'exploitant dans le programme de contrôle.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmettra les programmes de contrôle des tuyauteries au plus tard le 31/12/2025. En cas d'absence de contrôle, l'exploitant réalisera au plus tard au 31/12/2025 un contrôle par un organisme habilité des lignes de tuyauteries concernées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 5 mois</p>

**N° 3 : Déclaration et contrôle de mise en service**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DMS et CMS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 7. - Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service:</p> <p>[...]</p> <p>b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5000 bar;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les tuyauteries d'eau surchauffée et les générateurs de vapeur ont été installées durant la construction de l'installation, en 1989, i.e. avant l'application de l'arrêté. Ces équipements ne sont donc pas soumis à DMS et CMS.</p> <p>L'inspection a constaté que les DMS et CMS du récipient suivant n'ont pas été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réservoir Emulseur Protection MOUSSE GTA (TAG n°2200244) fabriqué en 2020.</li> </ul>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant communiquera à l'inspection les attestations de CMS et les preuves de dépôt de DMS du Réservoir Emulseur Protection MOUSSE GTA au plus tard avant le 31/12/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 4 : Respect des inspections périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p> <p>- 2 ans pour les générateurs de vapeur, [...] ;</p> <p>[..]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les inspections et requalifications périodiques n'étaient pas réalisées selon les périodicités réglementaires pour plusieurs équipements, notamment en raison de la liste de ESP qui ne permet pas un suivi rigoureux et d'une mauvaise interprétation de la réglementation.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le compte-rendu de l'inspection périodique de la Cuve de stockage air pour traitement d'eau - R OL 063 (TAG n°84110). L'inspection constate que ce TAG est utilisé pour 2 appareils différents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réalisera les inspections et requalifications périodiques des équipements dont l'échéance est dépassée, au plus tard le 31/12/2025.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que la date limite doit tenir compte du jour précis de la dernière inspection pour respecter les échéances et non pas uniquement de l'année. L'inspection enjoint ainsi à l'exploitant de respecter les délais pour réaliser les inspections et les requalifications périodiques sous peine de mise en œuvre de mesures de coercitions administratives.</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de l'inspection périodique de la Cuve de stockage air pour traitement d'eau - R OL 063 dans un délai de 2 mois.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Visite terrain (marquage)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des marquages (identité et marque de requalification périodique)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié la cohérence de la plaque fabricant des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• cuve de stockage air pour traitement d'eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ fabricant : Cordivari</li> <li>◦ n° de fabrication : 84110</li> <li>◦ année de fabrication : 06/2015</li> <li>◦ volume : 270L</li> <li>◦ PS : 11 bar</li> <li>◦ TS : 100°C</li> <li>◦ marquage : CE 0475</li> </ul> </li> <li>• cuve de stockage air traitement des fumées : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ fabricant : Pauchard</li> <li>◦ n° de fabrication : F2898</li> <li>◦ année de fabrication : 2005</li> <li>◦ volume : 2400L</li> <li>◦ PS : 8 bar</li> <li>◦ TS : 50°C</li> </ul> </li> </ul> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer l'emplacement des plaques fabricant des générateurs de vapeur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra au plus tard le 30/09/2025 les photos des plaques "fabricant" des 2 chaudières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois